



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 18 JAN. 2024**

mettant en demeure la société EVOS (Énergies Vertes Ouest Strasbourg)  
de respecter des dispositions réglementaires  
pour ses installations de Strasbourg, 60 rue Jean Giraudoux

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 2019 pris en application du titre 1<sup>er</sup>, livre V du code de l'environnement définissant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter la Société Chaleur HautePierre à Strasbourg, 60 rue Jean Giraudoux ;
- VU** le rapport du 17 décembre 2023 de la visite du 05 décembre 2023 de l'inspection des installations classées de la chaufferie localisée 60 rue Jean Giraudoux à Strasbourg désormais exploitée par la société EVOS (Énergies Vertes Ouest Strasbourg) ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 05 décembre 2023 susvisée, l'inspection des installations classées a relevé que :

- la fréquence annuelle de vérification AST n'est pas respectée en ce qui concerne les générateurs HP3 et CHVB4, non-vérifiés en 2023 ;
- la procédure QAL 3 n'est pas suivie ;
- les mesures semestrielles des émissions des chaudières appelées à fonctionner moins de 10 000 heures n'ont pas été réalisées ;
- les rapports trimestriels ne sont pas envoyés après chaque fin de trimestre ;
- les résultats dont rendent compte les rapports trimestriels transmis avant la visite, sur demande de l'inspection, ne sont pas commentés.

**CONSIDÉRANT** que ne sont, de ce fait, pas respectées les dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018 qui veulent que : « *Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST)* » ; les dispositions des articles 25 et 27 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018 qui veulent que : « *pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée* » ; la disposition de l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 mai 2019 qui veut que : « *Les résultats des analyses prescrites au présent titre sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées (avant le 15 du mois suivant le dernier mois du trimestre)* » ; les dispositions de l'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 mai 2019 qui veulent que : « *Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux : le fait est explicitement signalé dans le commentaire, la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués, les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.* »

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

**CONSIDÉRANT** qu'après échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées et au regard des éléments produits par l'exploitant par courriel du 29 décembre 2023, il n'apparaît pas que les manquements relevés le 5 décembre 2023 soient levés, à l'exception de celui constitué par l'absence des commentaires des résultats transmis ;

**SUR** proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> - prescriptions à respecter**

La société EVOS (Énergies Vertes Ouest Strasbourg, 16 avenue de l'Europe, Immeuble SXB1, Espace Européen de l'Entreprise, 67300 SCHILTIGHEIM), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de la chaufferie de Strasbourg, 60 rue Jean Giraudoux, :

- les dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018 qui veulent que : « *Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST)* » ;
- les dispositions des articles 25 et 27 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018 qui veulent que : « *pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée* » ;
- la disposition de l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 mai 2019 qui veut que : « *Les résultats des analyses prescrites au présent titre sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées (avant le 15 du mois suivant le dernier mois du trimestre)* » ;

### **Article 2 - mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 - sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 - voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### **Article 5 - exécution**

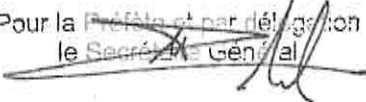
- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EVOS, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**

